

L'otage Bétancourt : les médias en temps de guerre

Autor(en): **Pralong, Estelle / Serrano, Yeny**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[96] (2008)**

Heft 1522

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-284934>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'otage Bétancourt

Les médias en temps de guerre

La détention d'Ingrid Bétancourt et sa libération ont reçu une médiatisation importante, en Colombie comme sur le plan international. Yeny Serrano, spécialiste de la couverture informative du conflit armé interne en Colombie nous rappelle que les médias colombiens fonctionnent dans un contexte de guerre. *Interview.*

Propos recueillis par Estelle Pralong

L'émilie : Pourriez-vous nous rappeler les conditions de l'enlèvement d'Ingrid Bétancourt?

Yeny Serrano: Ingrid Bétancourt vient d'une famille de l'élite colombienne. En 2002, elle était en campagne présidentielle dont le leitmotiv était la lutte contre la corruption. Elle n'avait que moins d'un pourcent des intentions de vote. A l'époque, entre 1999 et 2002, les FARC et le gouvernement de Pastrana étaient en négociations. Les candidats, dont l'actuel président Uribe, voulaient se rendre dans la zone démilitarisée, lieu des négociations. Les FARC leur ont demandé de ne pas venir. Pourtant, Ingrid Bétancourt, s'y est rendue. C'est alors qu'elle a été prise en otage.

C'est là qu'on a commencé à parler davantage des otages détenus par les FARC?

Oui, l'enlèvement d'Ingrid Bétancourt a permis aux autres personnes détenues par les FARC de devenir visibles. Les familles des otages ont pu se mobiliser pour demander au gouvernement un accord humanitaire afin d'échanger les otages contre les FARC prisonniers. L'otage Bétancourt est devenue alors un enjeu important pour la guérilla.

Comment se caractérise la couverture médiatique du conflit interne?

Les négociations entre le gouvernement Pastrano et les FARC ont été largement couvertes par la presse. Cela a suscité études et recherches sur le rôle des médias dans le conflit.

Parallèlement, des choix importants ont été faits: la plupart des grands médias et une partie des journalistes ont décidé de soutenir le gouvernement. De plus, un cadre légal émanant de la Commission Nationale de Télévision interdit désormais d'interviewer ou de diffuser des messages des groupes armés hors la loi. Elle est particulièrement destinée aux guérilleros. Ainsi, les médias de masse s'alignent sur la position du gouvernement. Il faut d'ailleurs préciser que ce sont quelques familles qui sont propriétaires des grands journaux et chaînes de télévision. La famille Santos – notamment le vice-président et le ministre de la défense – possède le grand quotidien national de référence El Tiempo.

Les médias colombiens sont en réalité des instruments de la guerre psy-

Guérillas et paramilitaires: quelques repères

Les deux principales guérillas sont les FARC et l'ELN. Un contexte social difficile – manque d'accès à l'éducation et à la santé –, une absence de l'Etat dans beaucoup de régions du pays font partie des origines de la naissance des guérillas dans les années soixante. Il s'agit pour ces dernières de renverser le gouvernement pour en faire un Etat socialiste.

Les FARC, nés en 1964, ont d'abord enlevé des soldats et des policiers lors des combats. Ils ont ensuite pris en otage des politiciens. Les guérillas ont besoin du soutien de la population civile pour survivre. Ce qui n'empêche pas des erreurs et des exactions.

Pour leur financement, les guérillas demandaient des impôts aux grands propriétaires terriens et aux sociétés privées. Pour s'en protéger, en 1968, une loi a été édictée permettant aux civils de s'armer pour se défendre contre les guérillas. C'est la naissance des paramilitaires. Leur stratégie – enlever l'eau aux poissons – consiste à s'attaquer aux civils. Ils perpétuent des massacres cruels, dans le but de faire régner la peur. Les paramilitaires déplacent des populations au profit des grands propriétaires terriens. Dès son arrivée au pouvoir en 2002, Uribe a commencé un processus de négociation avec les paramilitaires. Les premières démobilisations officielles ont eu lieu à partir de 2004. Actuellement, le gouvernement se vante d'avoir démobilisé plus de 30'000 paramilitaires alors qu'ils affirmaient qu'ils étaient moins de 20'000.

chologique des acteurs en conflit. Ils clament pourtant leur objectivité, ne se rendant pas forcément compte de leur instrumentalisation. Il est clair qu'en contexte de guerre, l'impartialité est rarement de mise. Ainsi, il s'agit plutôt de propagande et de diffusion de fausses informations afin de délégitimer l'ennemi et de justifier la violence de ceux qui contrôlent les médias. Les guérillas, dont les deux plus importantes sont les FARC et l'ELN, sont fortement criminalisées, on leur nie tout but politique, on les traite de narcotrafiquants et de terroristes.

Dans ce contexte, quelles sont les conditions de travail des journalistes?

Dans les lieux du conflit, les conditions sont déplorable. Les journalistes travaillent sur piges, dans des conditions instables et sans prestations sociales. De plus, ils vivent parmi les civils, les guérilleros, les anciens paramilitaires, les soldats. Difficile de concilier tout cela. Les journalistes qui travaillent en ville ont de meilleures conditions. Pourtant, pour les uns et les autres, il est très difficile de ne pas s'aligner sur la position gouvernementale. De nombreux journalistes ont été tué-e-s en Colombie, et beaucoup ont été

contraint-e-s à l'exil. A titre d'exemple, en octobre 2000, le journaliste Enrique Botero, mandaté par la chaîne colombienne CARACOL, a réalisé un reportage montrant un camp de prisonniers militaires et policiers des FARC. La chaîne a effectué un remontage avant la diffusion du document et a licencié le journaliste. Botero s'est exilé quelques temps.

Les Colombien-ne-s ont-ils accès à une information plus objective du conflit?

Très difficilement. La population colombienne, essentiellement urbaine, ne sait pas vraiment qui sont les guérilleros, ce qu'ils veulent et pourquoi ils ont pris les armes. Dans les grandes villes, le conflit reste une réalité lointaine. De plus, l'accès à l'éducation reste restreint et coûteux. Il y a bien Internet, mais il faut chercher les informations alternatives. Pourtant, cela commence à changer avec les personnes déplacées qui arrivent en masse en ville. Les anciens paramilitaires commencent à parler, on a découvert des fosses communes à Bogota.

La libération d'Ingrid Bétancourt semble bénéfique au président Uribe, qu'en pensez-vous?

Le contexte est complexe. La famille Uribe est mêlée au narcotrafic et au paramilitarisme. Le conseiller personnel d'Uribe est le cousin du grand narcotrafiquant Escobar. Le propre cousin d'Uribe est en prison pour avoir payé des paramilitaires afin qu'ils déplacent des populations et puisse ainsi acheter des terrains moins chers. Beaucoup de membres du Congrès et du Sénat sont en prison ou sous enquête sur leurs liens avec les paramilitaires. Mais, en Colombie, ces faits sont censurés.

Concernant la libération d'Ingrid Bétancourt, beaucoup de questions se posent. Est-ce une mise en scène? Les familles des otages se sont toujours opposées à la libération des otages par l'armée. Hormis le cas d'Ingrid, ces tentatives ont toujours abouti à l'assassinat des prisonniers. La libération de Bétancourt, ses propos sur la perfection de cette action militaire – qui a notamment utilisé le logo de la Croix-Rouge! – justifie la politique dure du président Uribe. Son taux de popularité est encore monté. D'ailleurs, 2008 est une année noire pour les FARC.

brève

Santogold, de l'or classico-expérimental

Caroline Briner

L'enragée et pétillante Britannico-Srilankaise M.I.A. étant souffrante, le Montreux Jazz Festival a invité Santogold à prendre sa place au Miles Davis Hall le 8 juillet dernier, entre Fiji, trio suisse d'electro eighties aux parfums de Gwen Stefani, et Madness, le célèbre groupe de gentlemen adonnés au ska.

Santogold, de son vrai nom Santi White, est une bourgeoise noire américaine. A l'instar de l'ex-réfugiée tamoule Mathangi Arulpragasam (M.I.A.), Santi rappe et chante en t-shirt large et lourd pendentif sur des rythmes d'electro-beat syncopé. En plus d'un petit grain de folie, l'artiste partage avec M.I.A. deux producteurs et quelques tournées. Construits sur une assise efficace, les morceaux de Santogold – pop rap-electro-eighties minimale à accents rock ou ska – ne valent cependant pas ceux de M.I.A.: trop répétitifs, moins audacieux, plus commerciaux.

Santogold, qui n'en est qu'à son premier album, plaît malgré cela, notamment pour ses sourires contagieux, ses deux choristes militaro-écolières et surtout sa classe, rare dans la pop électronique. Femme, et non pas fille comme M.I.A., Santogold prouve que le chic bourgeois et la pop flashy peuvent être mis dans le même plat!

